



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 -- Bicpe - ED

Arrêté préfectoral mettant en demeure la S.A. RECYDEM de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2003 modifié autorisant l'exploitation de son établissement situé à LOURCHES.

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.512-3, et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2003 modifié autorisant la S.A. RECYDEM à exploiter un centre de traitement de déchets ménagers et banals à Louches, et notamment ses articles 26.2.1 et 29.1,

Vu le rapport en date du 10 janvier 2014 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement établi suite à la visite sur site du 9 janvier 2014 ;

Considérant que lors de la visite en date du 9 janvier 2014, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

« Des déchets de matières plastiques provenant de l'établissement étaient accrochés à la végétation le long du chemin de halage bordant le site, ainsi que sur le merlon végétalisé séparant le site de ce chemin ; d'autres étaient également présents sur la haie arbustive de l'autre côté du canal, à une cinquantaine de mètres du site. » ;

Considérant l'article 26.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2003 susvisé :

« Dans l'attente de leur traitement, les déchets doivent être stockés conformément aux dispositions du présent titre fixant les prescriptions applicables à chacune des activités citées à l'article 1.1 du présent arrêté. Toute aire d'entreposage de déchets en vrac est aménagée de sorte que les envois et migrations de fibres et poussières soient évités. » ;

Considérant l'article 29.1 – premier alinéa – dudit arrêté préfectoral du 11 octobre 2003 (relatif à l'implantation de l'unité de tri et de traitement de déchets ménagers et assimilés) :

« Les unités sont installées dans des bâtiments clos et couverts dont un hall de tri de DIB, un hall de broyage de refus de tri de DIB et d'encombrants ménagers et un hall de tri de déchets ménagers issus de la collecte sélective, abritant :

- dans le hall de tri de déchets industriels banals et d'encombrants :
 - une aire de dépôt de déchets bruts,
 - une chaîne de tri
 - des aires sur lesquelles sont disposées des bennes mobiles pour le stockage des matériaux triés.
- dans le hall de broyage de refus de tri de déchets industriels banals et d'encombrants ménagers :
 - une aire de dépôt de déchets bruts,
 - une aire sur laquelle sont installés une cisaille et un broyeur pour les encombrants,
 - des aires sur lesquelles sont disposées des bennes mobiles pour le stockage des matériaux triés.
- dans le hall de tri de déchets ménagers issus de la collecte sélective :
 - une aire de dépôt de déchets bruts,
 - une chaîne de tri,
 - des aires sur lesquelles sont disposées des bennes mobiles pour le stockage des matériaux triés. » ;

Considérant que la visite du 9 janvier 2014 a permis à l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) de constater que l'exploitation actuelle de l'établissement ne respectait pas les dispositions de l'arrêté préfectoral modifié du 11 octobre 2003 susvisé, en particulier les articles 26.2.1 et 29.1 ;

Considérant que l'exploitation actuelle des installations est susceptible d'engendrer des dangers ou inconvénients pour le public fréquentant l'établissement et notamment l'environnement du site ;

Considérant qu'il convient, en application de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, de mettre la société RECYDEM en demeure de respecter les dispositions fixées par les articles 26.2.1 et 29.1 de l'arrêté préfectoral modifié du 11 octobre 2003 susvisé, de nettoyer les abords du site impactés par les envois de déchets de matières plastiques et de faire part rapidement des actions correctives mises en place pour éviter de nouveaux envois au sein et hors de l'établissement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - La société RECYDEM, dont le siège social est situé Chemin Départemental 249 « Le Pont Tournant » 59156 Lourches, est mise en demeure, pour son établissement sis à la même adresse, de :

- respecter immédiatement les dispositions des articles 26.2.1 et 29.1 de l'arrêté préfectoral modifié du 11 octobre 2003,
- de nettoyer sous 7 jours les abords de l'établissement impactés par les envois de déchets de plastiques issus du site,
- d'adresser sous un mois au préfet un plan d'actions retraçant les mesures correctives mises en place pour éviter de nouveaux envois au sein et hors de l'établissement.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de LOURCHES ,

- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de LOURCHES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté , énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le 30 JAN 2014

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général



Marc-Étienne PINAULT



